

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Motion votée par la section socialiste de Billère (64)

- Politique - Au Parti Socialiste -

Date de mise en ligne : vendredi 7 février 2014

Démocratie & Socialisme

*Nous reproduisons ici la résolution adoptée à la quasi-unanimité (1 voix contre, 1 abstention) par la section de **Billère, fédération des Pyrénées-Atlantiques**, et d'ores et déjà reprise par trois autres sections de la fédération 64. Ce texte réaffirme la volonté des militants du Parti socialiste de voir le gouvernement reprendre le chemin du Bourget, celui qui nous a conduits à la victoire du 6 mai 2012 pour le Changement. Il appelle la direction de du PS à agir dans ce sens auprès de l'exécutif. Une initiative qui montre que ça discute ferme dans de nombreuses sections socialistes.*

La section du Parti socialiste de Billère, réunie le 22 janvier 2014 en assemblée générale, appelle la direction du Parti Socialiste à jouer pleinement son rôle de vigie sociale auprès du gouvernement, avant qu'il ne soit trop tard.

Militants sur le terrain, nous constatons chaque jour le mécontentement grandissant de la population, et en premier lieu, de celles et ceux qui ont porté la gauche au pouvoir en mai-juin 2012.

L'austérité budgétaire qui réduit les moyens et le périmètre de nos services publics, et la baisse du « coût du travail », nous paraissent trop éloignés du « changement » pour lequel nous avons milité et que nos concitoyens attendent toujours.

Nous réaffirmons que le cap fixé lors du discours du Bourget, exigeant une meilleure répartition des richesses en s'attaquant à « la finance », est le bon.

C'est le projet que nous avons porté ensemble
C'est celui pour lequel ont voté nos concitoyens.

Nous appelons la direction du Parti Socialiste à agir en responsabilité et à réclamer du gouvernement : - La mise en oeuvre rapide de la réforme fiscale annoncée par Jean-Marc Ayrault selon un principe simple : la justice sociale et la progressivité des impôts. - La réduction des niches fiscales pour les plus aisés et l'arrêt des exonérations de cotisations sociales sans contreparties prévues par la loi. - Des mesures efficaces contre les paradis fiscaux. - Une augmentation significative du SMIC, qui permettra aux salariés les plus modestes de vivre décemment de leur travail tout en relançant une consommation, moteur essentiel du redémarrage de l'économie. - Le respect du rôle du parlement et de la démocratie représentative qui a été toujours défendu par notre parti. Le gouvernement doit renoncer à légiférer par décret et ordonnance. Toutes les mesures mises en oeuvre doivent faire l'objet d'un débat public et être amendées par les parlementaires.

Seul un changement de cap, rapide et clair, est en mesure de répondre à l'urgence sociale et de remobiliser durablement notre électorat.